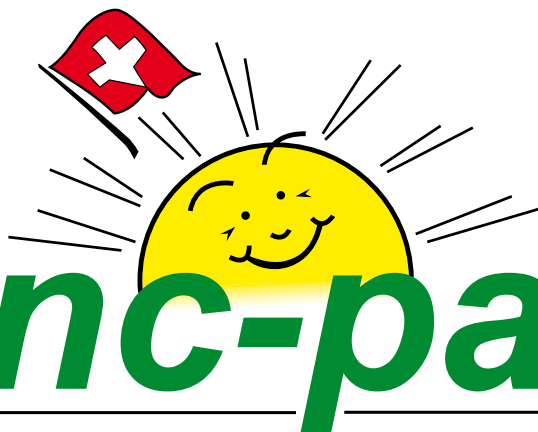


Dans ce numéro
Vous trouverez un BVR
Merci de votre soutien !
**ABONNEMENT 2013
DÉJÀ PAYÉ ?**



Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Économie

4/5

L'initiative 1:12 nuit au marché du travail en Suisse.



Armée en danger

6

Le Conseil fédéral et le Parlement se rendent responsables de l'insécurité.



Politique fédérale 12/13

Les actions parlent plus que les mots!
Extraits de la session d'été 2013.



dietschi
DRUCK & MEDIEN OLTEN



Bien plus qu'une imprimerie.

Dietschi AG Druck & Medien | Ziegelfeldstrasse 60 | 4601 Olten
Telefon 062 205 75 75 | Telefax 062 205 75 00
www.dietschi.ch | info@dietschi.ch

Renforcer l'école obligatoire



Ecole obligatoire et monde professionnel – Apprendre pour affronter la réalité. La formation doit être orientée vers le monde professionnel et non pas l'inverse. La concentration sur les branches fondamentales, l'apprentissage discipliné et la volonté de performance et de perfection constituent les bases de la réussite suisse.

Il y a deux semaines, on a publié une enquête intéressante : de jeunes Suisses se sont vu demander quelles étaient les raisons décisives du choix de leur profession. 91 pour cent d'entre eux ont cité comme critère principal leurs intérêts et affinités.

Et qu'ont cité ces jeunes en seconde position ? La sécurité de l'emploi. 70 pour cent veulent apprendre un métier dans lequel ils ont un avenir. C'est raisonnable. Nous n'avons pas besoin de mille producteurs d'orchidées, mais de mille bons artisans et prestataires de services.

En troisième lieu, à 59 pour cent, les jeunes interrogés ont cité comme critère le revenu futur.

Les motifs du choix de la profession sont convaincants : les jeunes Suisses et Suissesses placent leurs préférences au premier plan. Puis viennent les perspectives professionnelles. Et en troisième lieu, le revenu potentiel.

Nous savons tous que la vie ne se déroule pas comme souhaité. La question déterminante est : les jeunes réunissent-ils les conditions pour réussir dans la vie professionnelle ? Concrètement : savent-ils, en fin de scolarité, suffisamment bien calculer, écrire, lire pour accomplir un apprentissage avec succès ?

En un mot : il appartient à l'enseignement de s'adapter au monde du travail, et non l'inverse.



Lex USA

Les banques suisses ont des problèmes avec les États-Unis en raison d'activités précédemment exercées dans ce pays. La Suisse et les États-Unis ont négocié à ce sujet pendant des années. On a annoncé une solution globale et, deux semaines avant la dernière session, un accord bilatéral entre la Suisse et les USA était même évoqué. Puis les pourparlers ont échoué au dernier moment.

Le Conseil fédéral a ensuite prévu, à la hussarde, une loi spéciale. La session d'été des Chambres fédérales a immédiatement été dominée par cette « lex USA ». Le Parlement devait adopter en un temps record un arrêté fédéral urgent qui aurait suspendu l'application des lois suisses pendant une année, sans que le peuple ne soit consulté à ce sujet. Concrètement, il s'agissait de fournir aux banques une loi leur permettant de livrer aux autorités fiscales US des données bancaires et des informations relatives aux employés.

Sur instruction des USA, le Parlement suisse n'a pas été informé du contenu exact du programme proposé par les USA aux banques suisses. Il a été fait totalement abstraction des processus parlementaires ordinaires, avec leurs délais, la nécessité de faits solides et

d'une délibération sérieuse. Il manquait des informations fondamentales. Parallèlement, différentes parties ont accru la pression, réclamant l'adoption de la lex USA.

Échec de la loi de capitulation

Sous la houlette de l'UDC, le Conseil national a refusé d'entrer en matière sur cette lex USA. Cette décision était un signal clair en faveur de l'État de droit et de la sécurité juridique en Suisse. Une suspension provisoire du droit suisse par le législateur aurait adressé un message fatal sur le plan national, comme vis-à-vis de l'étranger.

Une telle décision était justement inévitable à l'égard de l'étranger. Nous avons ainsi pris position face à tous les États qui exercent une forte pression sur la Suisse en matière fiscale. Ces États observent en ce moment attentivement jusqu'où la Suisse résistera avant de se faire extorquer de nouvelles concessions. Si le Parlement avait temporairement mis son propre droit entre parenthèses, il aurait créé un funeste précédent. Mais aussi un précédent pour de nouvelles revendications d'autres États. Si les USA avaient pu encaisser autant d'argent avec la bénédiction du Parlement, la réaction des autres États aurait coulé de source. La Chancelière Merkel

aurait déjà annoncé qu'elle examinerait méticuleusement ce que la Suisse ferait avec les USA et que l'on mettrait ensuite tout en œuvre pour obtenir le même résultat. Et c'était l'effet domino.

Chacun d'entre nous le sait : cette décision ne résout pas les problèmes auxquels nous faisons face. La balle se trouve cependant aujourd'hui dans le camp adéquat : celui des banques. Le Conseil fédéral doit évaluer sa marge de manœuvre au cas par cas. Après tout, notre petit État vit de sa crédibilité.

Toni Brunner, conseiller national,
Président de l'UDC Suisse

Non aux expériences communistes

La sphère privée est un élément essentiel de notre liberté personnelle et caractérise la relation entre le citoyen et l'État. Ce principe qui a fait ses preuves est aujourd'hui fortement mis en péril. Si nous voulons préserver notre sphère privée, nous devons agir dès maintenant et signer l'initiative populaire « Protection de la sphère privée ».

La sphère privée est, par définition, le domaine non public dans lequel un homme exerce son droit à l'épanouissement personnel sans subir d'influences externes. La sphère privée repose sur le principe de la bonne foi, ce qui veut dire que l'État fait confiance aux citoyens, qui paient dans notre démocratie directe des impôts qu'ils ont eux-mêmes choisis, afin que l'État puisse accomplir ses missions.

Quelle est pour nous la valeur de pouvoir faire des achats sans que quelqu'un ne consulte nos transactions et ne puisse en déduire notre style de vie ? Combien tenons-nous à ce qu'un médecin garde le silence sur nos éventuels problèmes de santé et qu'ils ne soient pas commentés par tout le village ? À quel point est-ce important qu'un avocat taise certains détails de la procédure qui nous concernent personnellement ? De manière générale, combien notre sphère privée est-elle précieuse à nos yeux ?

Telles sont précisément les questions – particulièrement dans le domaine financier – au cœur de l'initiative populaire « Oui à la protection de la sphère privée », qui vise à inscrire la protection de la sphère privée dans la Constitution.

La révision du droit pénal fiscal prévue par le Conseil fédéral menace fortement la sphère privée financière. On se dirige vers l'échange automatique d'informations avec l'étranger, ce qui entraîne inéluctablement une transparence totale de la situation financière des citoyens pour l'État. Et les données

disponibles pour une autorité sont aussi accessibles à d'autres autorités, de sorte que la surveillance étatique n'a plus de limites.

Notre sphère privée est étroitement liée à la liberté personnelle et à la réussite de notre pays, liée à celle-ci. La primordiale de ce principe empêche l'État de jouir de pouvoirs excessifs. En Suisse, le citoyen déclare traditionnellement sa situation financière lui-même dans sa déclaration d'impôt, l'État n'ayant pas le droit de la connaître directement. Cette

confiance envers le citoyen est récompensée : il est prouvé que les contribuables suisses sont parmi les plus honnêtes vis-à-vis du fisc. Parce que les personnes remplissent leur déclaration d'impôt elles-mêmes, la Suisse fait la distinction entre soustraction et fraude fiscales. Des erreurs peuvent en effet se glisser involontairement lors du remplissage des formulaires. Actuellement, elles sont qualifiées de soustraction fiscale et passibles d'un avertissement ou d'une amende. Ce n'est que si le contribuable a par exemple sciemment produit de faux documents ou des comptes commerciaux falsifiés qu'il commet une

fraude fiscale. Le Conseil fédéral compte à présent supprimer cette distinction et donc éliminer le rapport de confiance



La députée et co-initiatrice, Anita Borer (2^{ème} à droite), avec Patrick Walder, Simone Akermann Pascal Theiler et Marco Brunner (de gauche à droite) sur la Place fédérale en pleine collecte de signatures.

unique de l'État vis-à-vis du citoyen. L'initiative exige que la protection de la sphère privée de la population suisse soit laissée intacte, que la distinction entre soustraction et fraude fiscale soit maintenue et, partant, que la relation éprouvée entre citoyen et État soit préservée. Soutenez l'initiative et faites-la aussi signer le plus vite possible par vos voisins, amis, parents et connaissances : pour notre sphère privée – pilier essentiel de nos droits fondamentaux et garante de notre liberté personnelle !

Anita Borer, députée et co-initiatrice de l'initiative, Uster (ZH)

NON à l'initiative extrême 1:12 de la Jeunesse socialiste suisse

NON au diktat de l'Etat sur les salaires

La fixation des salaires est l'affaire des chefs d'entreprise et de leurs collaborateurs et non pas celle de l'Etat. Or, la Jeunesse socialiste cherche précisément à jeter par-dessus bord ce principe avec son initiative «1:12». A l'avenir, il appartiendrait à l'Etat de dicter les salaires aux entreprises. Les partenaires sociaux – donc, les chefs d'entreprise et les syndicats en tant que représentants des travailleurs – seraient mis sur la touche. Une histoire suisse à succès de plus d'un siècle serait sacrifiée à l'idéologie socialiste.

La question à trancher le 24 novembre 2013 est de savoir qui doit décider à l'avenir des salaires: les chefs d'entreprise, les salariés et les syndicats ou l'Etat par un diktat salarial.

NON à la destruction d'emplois

L'initiative «1:12» est un dangereux boomerang en politique sociale. Elle aurait pour effet concret que les entreprises déplacent davantage d'emplois dans le secteur des bas salaires ou se rationalisent pour supprimer ces emplois afin de répondre au rigide diktat de l'Etat sur les salaires. La pression sur les bas salaires augmentera. Les premières victimes seront les collaborateurs les moins qualifiés. Cette politique n'est certainement pas dans l'intérêt de la Suisse.

La question à trancher le 24 novembre 2013 est de savoir si la pression sur les bas salaires va augmenter et si des emplois seront déplacés à l'étranger.

NON à une surveillance accrue de nos entreprises

Si l'Etat dicte aux entreprises un rapport fixe entre le salaire le plus élevé et le salaire le plus bas, il doit se donner les moyens d'imposer ce régime et de contrôler son application. Ce sera très difficile compte tenu des nombreuses échappatoires qu'offre cette initiative. Il faudra donc mettre en place un appareil de contrôle extrêmement lourd. Cette initiative accroît la bureaucratie et les coûts administratifs. Cela nous concerne tous, mais surtout les PME.

La question à trancher le 24 novembre 2013 est de savoir si nous voulons un Etat fouineur et d'une police salariale.

NON à une augmentation des impôts et des cotisations AVS pour tous

Notre Etat social a besoin de contribuables bénéficiant d'un haut revenu. Chaque année des milliards de francs sont transférés des hauts vers les bas revenus par le biais des impôts et de l'AVS. Deux chiffres pour étayer ce constat: les 10% de salariés ayant les revenus les plus élevés paient environ 75% de l'impôt fédéral direct. La situation est semblable dans l'AVS: un plafonnement des hauts revenus entraînerait un manque à gagner massif pour les impôts et l'AVS. L'AVS y perdrait jusqu'à un demi-milliard de francs par an, le fisc même un milliard. La classe moyenne et les PME devraient passer à la caisse pour combler ces lacunes par des impôts et cotisations AVS plus élevés.

La question à trancher le 24 novembre 2013 est de savoir si nous voulons tous payer plus d'impôts et de cotisations AVS.

Eviter un autogoal! NON à l'initiative «1:12» de la Jeunesse socialiste

Il suffit de jeter un regard au-delà des frontières pour comprendre les effets nocifs d'une intervention étatique excessive dans l'économie et le marché du travail: chômage énorme, bas salaires, un programme d'austérité chasse l'autre et l'économie s'atrophie. L'Europe entière envie la Suisse pour le niveau extrêmement bas de son chômage, pour ses salaires élevés et le succès de ses entreprises. Voulons-nous marquer un autogoal en acceptant l'initiative de la Jeunesse socialiste?

Donc: gardons-nous bien de participer à des expériences socialistes aux frais de la Suisse. NON à l'initiative «1:12» de la Jeunesse socialiste!

Introduire le socialisme et ne plus récompenser la performance ?

Placée sous la bannière trompeuse de « justice sociale », l'initiative populaire 1 : 12 des Jeunes socialistes réclame que personne, au sein d'une entreprise, ne doit gagner moins en un an que ce que gagne le collaborateur le mieux rémunéré en un mois. Les initiants affirment fièrement que cela ferait baisser les salaires des plus gros revenus et augmenter ceux du bas de l'échelle. Une promesse illusoire.

Le Conseil fédéral et le Parlement rejettent cette initiative lancée par les JS et soutenue par le PS, les Verts et les syndicats. Ces derniers espèrent certainement contenir enfin la perte progressive de leurs membres et enfiler leur costume de Robin des Bois : « prendre aux riches pour donner aux pauvres ». C'était peut-être une approche légitime du temps de Robin des Bois, mais nous ne vivons plus sous un régime féodal, où le peuple était soumis à des impôts arbitraires. Nous vivons dans un État de droit et versions sagement notre obole, qui devient de plus en plus lourde. À ce jour, nous travaillons tous presque six mois par an pour apporter notre dû à l'État (impôts et contributions). L'État profite pour sa part des salaires élevés en raison de la progression importante et des pleines cotisations à l'AVS. On ne saurait donc affirmer que les salariés bien rémunérés vivent sur le dos des pauvres ; ils contribuent au contraire largement au financement des institutions sociales et de la collectivité.

« L'initiative 1:12 ne fait que précéder la revendication d'un salaire minimal, puis viendra celle d'un revenu de base inconditionnel. » Sylvia Flückiger, conseillère nationale (AG)

Atteintes au partenariat social et à la liberté économique

Les JS et les syndicats cultivent une mentalité basée sur l'envie, qui a actuellement le vent en poupe. La gauche souhaite développer encore l'État socialiste de répartition. L'initiative 1:12 ne fait que précéder la revendication d'un salaire minimal, puis viendra celle d'un revenu de base inconditionnel.

onnel. Ces actions s'en prennent toutes au système suisse qui a fait ses preuves, dans lequel l'employé négocie les conditions de travail avec l'employeur et signe un contrat. C'est pourquoi ce diktat étatique des salaires exigé par la gauche concerne tous les acteurs du monde du travail : indépendants, grandes entreprises, mais particulièrement aussi tous les employés. Le système suisse du partenariat social fonctionne, et la qualité de vie est élevée à tous les niveaux de revenu. Les prix de nombreux produits du quotidien sont plus bas que jamais et la consommation forte. Il n'y a donc aucune raison d'attiser l'envie.

Attaque contre un système qui fonctionne

Il serait totalement aberrant de torpiller la coopération éprouvée entre employeurs et employés en Suisse et de fixer la proportion entre les salaires dans la Constitution. Les entrepreneurs et propriétaires d'entreprises portent la responsabilité, ce sont eux qui assument le risque financier. Les salaires sont négociés entre l'employeur et l'employé. En Suisse, les travailleurs jouissent d'une bonne situation. Les prestations sociales acquises doivent avoir une assise financière stable et non être mises en péril par de nou-



L'initiative 1:12 des jeunes socialistes nuit au marché du travail en Suisse et met des emplois en péril.

velles interventions étatiques. Qui-conque connaît la situation des grands États endettés de l'UE sait à quoi ces nombreuses interventions étatiques dans la politique salariale ont mené. En Suisse, tous bénéficient d'une grande sécurité sociale et du faible taux de chômage, en particulier chez les jeunes. Le pire dans cette initiative est qu'elle n'améliorerait en rien la situation de son prétendu groupe-cible, et ne ferait qu'entraîner la constitution de nouvelles structures d'entreprises, où seraient transférés les employés les moins rémunérés. Le résultat prévisible serait alors que les salaires du bas de l'échelle baisseraient encore, plutôt que d'augmenter. Est-ce cela, l'utopie des Jeunes socialistes ? C'est pourquoi nous devons dire fermement NON.



Sylvia Flückiger, conseillère nationale, Schöftland (AG)

6 Armée en danger

Le Conseil fédéral et le Parlement sont responsables de la baisse de la sécurité

Il a été beaucoup question ces derniers jours du projet « Développement de l'armée ». L'obligation faite à l'armée de se contenter d'un effectif de base de 100 000 hommes et d'un cadre financier de 4,7 milliards de francs ne correspond pas aux souhaits du chef du département, Ueli Maurer, contrairement à ce que quelques commentateurs tentent de faire croire ironiquement. Ces exigences ont en réalité été fixées par la majorité du Conseil fédéral et du Parlement et contre la volonté de l'UDC sur des points essentiels. Ces majorités politiques portent la responsabilité de la baisse de la sécurité consécutive à leurs choix.

Que signifie « DEVA » ?



Le développement de l'armée (DEVA) en cours a été initié avec le rapport sur la politique de sécurité du 23 juin 2010 et le rapport sur l'armée du 1er octobre 2010. Le but premier du DEVA est d'améliorer durablement l'équilibre entre les prestations que l'armée doit fournir pour assurer la sécurité de notre pays et les ressources à disposition pour ce faire.

La consultation des offices concernant le DEVA a été lancée le 19 avril 2013. Les organes intéressés (offices fédéraux, secrétariats généraux, Chancellerie fédérale) ont maintenant jusqu'au 12 mai 2013 pour prendre position au sujet du rapport explicatif concernant la modification des bases légales liées au développement de l'armée (mise en œuvre du rapport sur l'armée 2010). Cette procédure est interne à l'administration.

Au terme de la consultation des offices, débutera la procédure de consultation qui durera de juin à septembre 2013 et au cours de laquelle les cantons, les partis politiques, les associations faîtières et d'autres organisations intéressées pourront se prononcer sur le DEVA.

Source: www.vbs.admin.ch

« Le ministre UDC de la défense, Ueli Maurer, a une fois de plus échoué avec ses projets de nouvelle armée », titraient les journaux en automne 2010 à un rythme quasi hebdomadaire. L'agenda de politique de sécurité a en effet été dicté

par la majorité du Conseil fédéral. La notion de sécurité ne jouait alors qu'un rôle mineur pour les responsables politiques. En

revanche, il était beaucoup question de finances, de coopération internationale et d'opérations de maintien de la paix. Les milieux qui osaient défendre une autre analyse de la situation sécuritaire se faisaient qualifier, dans le meilleur des cas, de « défenseurs conservateurs de l'idée surannée d'une armée de masse » (Tages-Anzeiger du 9 septembre 2010).

La sécurité n'est pas gratuite

Ce débat s'est poursuivi au Parlement fédéral. Tous les autres groupes ont nettement rejeté les propositions de l'UDC de ne pas diviser l'effectif par deux, mais de maintenir 120 000 personnes astreintes au service militaire et de mettre 5,2 milliards de francs à disposition de l'armée. Contrairement au Conseil fédéral qui voulait un plafond de 4,7 milliards de francs (et qui maintient ce chiffre), le Parlement s'est au moins mis d'accord sur un montant de 5 milliards, soit un milliard de moins qu'en 1990 alors que les dépenses fédérales ont doublé durant cette même période.

Cette insouciance politique risque de coûter cher

Celles et ceux qui plaident en faveur d'un affaiblissement de l'armée ne devront pas s'étonner si cette institution n'est plus disponible en cas de crise.

« Celles et ceux qui plaident en faveur d'un affaiblissement de l'armée ne devront pas s'étonner si cette institution n'est plus disponible en cas de crise. L'histoire est riche en enseignements à ce propos. »

Adrian Amstutz, conseiller national (BE)

L'histoire est riche en enseignements à ce propos. Ce n'est en tout cas pas l'UDC qui devra assumer la responsabilité d'une Suisse impuissante face à des crises graves, qu'il s'agisse de conflits, d'actes de terrorisme ou de catastrophes naturelles. Cette responsabilité incombera aux autres partis politiques qui ne devront pas non plus se lamenter de la suppression d'emplois et de places d'armes à la suite d'une réduction de 50% des effectifs de l'armée.

L'occasion est bonne pour rappeler une fois de plus les principes défendus par l'UDC en politique de sécurité et qu'elle a formulés en 2010 dans le contexte du rapport sur la politique de sécurité et du rapport sur l'armée que doit appliquer désormais le conseiller fédéral Ueli Maurer:

- L'UDC soutient **l'indépendance et la neutralité** armée de la Suisse.
- Seule une armée indépendante et crédible garantit à un pays le sta-

tut d'Etat indépendant, neutre et souverain.

- Les **principes de la milice** et de l'**obligation générale de servir** doivent absolument être maintenus. Ils garantissent le profond ancrage de l'armée dans la population et permettent à l'armée de remplir complètement sa mission. Les propositions ineptes d'une gauche hostile à l'armée (comme l'initiative populaire pour la suppression de l'obligation générale de servir qui sera mise au vote populaire le 22 septembre 2013) doivent être rejetées catégoriquement.
- L'article 58 de la Constitution fédérale (**principe de la milice, empêchement de la guerre comme mission centrale de l'armée**) doit être strictement appliqué. Or, ces principes sont minés dans les faits par le dernier rapport sur l'armée (la concrétisation de ce rapport présentée cette semaine par le DDPS confirme ce constat).
- La défense nationale est la **mission principale de l'armée**.
- L'armée doit à l'avenir à nouveau se préparer au « pire des cas », donc à la défense de notre pays contre une attaque. Ainsi, l'armée pourra aussi assumer toutes ses autres tâches de soutien aux au-

torités civiles et de règlement de situations extraordinaires.

- La taille et la structure de l'armée ne doivent pas se fonder sur un chiffre abstrait, mais sur la mission qui lui a été donnée. Il faut à cet effet aussi tenir compte du fait que seul un tiers environ de l'effectif de l'armée peut être attribué aux troupes combattantes. **Les moyens personnels, matériels et financiers doivent être suffisants pour remplir cette mission.**
- Il faut renoncer à l'avenir à orienter l'armée vers la coopération internationale (OTAN et, surtout, UE) comme cela a été le cas durant les vingt ans écoulés. L'engagement international de l'armée doit être réduit en conséquence.

Conclusion: seule une politique de sécurité conforme au concept de l'UDC garantit la sécurité et la stabilité de la Suisse. La politique de sécurité de l'UDC est donc moderne et ouverte sur l'avenir.



*Adrian Amstutz,
conseiller national,
chef du groupe,
Sigriswil (BE)*

Citation

« Le PS milite pour la suppression de l'armée. En attendant d'atteindre cet objectif, l'armée suisse doit être massivement réduite et transformée. »

Programme du Parti Socialiste Suisse 2010, page 45

Zoom

En 2012, près de 600 jours de service et de nombreuses heures d'engagement ont été effectués dans le cadre de six engagements d'appui.



Chiffre

6'310'654

L'an dernier, l'armée a accompli 6'310'654 jours de service, soit près de 73 000 de plus que l'année précédente.

Doit-on supprimer l'obligation de servir?

Le 22 septembre 2013, les Suissesses et les Suisses devront se prononcer sur l'initiative du Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA) visant à supprimer l'obligation de servir.

L'initiative populaire veut supprimer l'obligation de servir et la remplacer par une armée de « volontaires ». En réalité, le GSsA tente de supprimer l'armée en coulisses ! C'est pourquoi il faut voter Non à l'initiative pour la levée de l'obligation de servir.

L'initiative GSsA est rejetée car

- une « milice volontaire » est une illusion,
- le modèle Suisse serait détruit,
- la sécurité du pays et de la population ne serait plus garantie.

Plus d'informations: www.initiative-contre-securite-non.ch



L'école **pamirs**



Lors du congrès spécial de l'UDC Suisse à Würenlos (AG), plusieurs intervenants ont présenté leurs propositions pour renforcer l'école élémentaire à l'égard du monde professionnel. Après un film impressionnant, qui présentait des interviews de dirigeants du Rail Group Stadler, Victorinox, le centre de formation de Winterthur et leurs problèmes dans la vie quotidienne avec les stagiaires, les délégués de l'UDC ont adopté à l'unanimité une proposition pour la résolution du monde professionnel et l'école obligatoire.

L'école obligatoire est devenue une place de jeu privilégiée pour des réformateurs et expérimentateurs de tous bords. L'enseignement frontal du maître de classe devant ses élèves appartient au passé. Aujourd'hui, les enfants sont censés apprendre sous leur propre responsabilité, ils travaillent en groupe, produisent un pe-

conformément à leurs propres besoins. Se contentant de gérer l'horaire dans la salle de classe, l'enseignant n'a pas le temps de faire exercer les matières et il n'est d'ailleurs pas du tout convaincu de cette nécessité. Les enfants doivent découvrir par eux-mêmes. Les exercices pourront être faits dans le cadre des devoirs à domicile qui, le cas échéant, prendront des heures - à condition qu'on le souhaite, bien entendu.

Il existe des écoles et des salles de classe où les choses se déroulent effectivement comme je viens de le décrire. Soyez les bienvenus à l'ère de l'école Pamir! Cela ressemble à une plaisanterie, mais c'est la triste réalité. Le bon vieux casque de protection Pamir connaît une véritable renaissance - non pas pour équiper les formations militaires blindées, mais pour les enfants en classe.

Ils ont dit:

« Pour dire les choses simplement: l'enseignement doit se conformer aux besoins du monde professionnel et non pas le monde professionnel aux besoins de l'école. »

Peter Keller, conseiller national (NW)

« Les études scientifiques sur l'instruction publique doivent être interprétées avec prudence, aussi si elles viennent de la CDIP. »

Stephan Schleiss, conseiller d'Etat, directeur de l'instruction publique du canton de Zoug, (ZG)

« L'économie constate avec regret aujourd'hui que trop de jeunes sortant de l'école sont incapables d'écrire une phrase sans faire de fautes. »

Thomas Burgherr, député, président de l'UDC du canton d'Argovie, Wiliberg (AG)

« Si le taux de chômage des jeunes Suisses est de 2,3%, ce taux est de 5,6% chez les jeunes étrangers, soit plus que le double. »

Philipp Stauber, chef d'entreprise, Lausanne (VD)



De nombreux sympathisants de tous les cantons se sont réunis à Oetlikon. Ils ont adopté à l'unanimité la résolution « du monde professionnel et l'école primaire. »

tit film sur l'iPad, développent des concepts de projets, bavardent et se promènent dans la salle de classe. L'enseignant n'enseigne plus, tout occupé qu'il est à la gestion de la salle de classe, le classroom-management pour utiliser un terme savant. Quant aux écolières et aux écoliers qui ont du mal à se concentrer dans ce chaos, on leur recommande tout simplement de coiffer des Pamirs (équipement militaire servant à protéger l'ouïe). Ainsi, on aura aussi répondu aux besoins de ce groupe d'élèves. Vous croyez que je plaisante? Pas du tout. Dans ce système, l'enseignant n'est plus qu'un coach assistant les élèves qui doivent déterminer les matières qu'ils souhaitent apprendre et bien sûr aussi la méthode de cet apprentissage. Fini le bourrage de crâne par l'enseignant, les enfants doivent travailler de manière créative

Les conséquences de ces idéaux pédagogiques commencent à se ressentir. L'école et la famille ne préparent plus à la réalité de la vie professionnelle. De nombreux jeunes sortant de l'école obligatoire sont dépassés par des petits problèmes de calcul mental et ne comprennent pas des textes fort simples - par exemple des modes d'emplois. Mais le plus grave, ce sont leurs lacunes au niveau de la capacité de concentration et de la précision du travail.

Dans quelle direction notre école évolue-t-elle? Nous entendrons de nombreuses interventions à ce sujet.

Toni Brunner, conseiller national, président de l'UDC Suisse, Ebnet-Kappel (SG)

Les documents essentiels

... sur les thèmes du monde du travail et de l'école obligatoire

Téléchargez tous les documents dès maintenant :

www.udc.ch

1. Film UDC



Regardez le film sur l'école et le monde professionnel sur www.udc.ch. Dans ces entrevues, des apprentis de Stadler Rail Group, Victorinox et du centre de formation de Winterthur font le point sur les problèmes rencontrés durant leurs stages.

2. Document de fond UDC



En Suisse, il appartient aux citoyennes et aux citoyens de fixer les objectifs de l'école obligatoire dans le cadre de la démocratie directe. Ayant fait ses preuves et limité le chômage des jeunes, le système suisse de formation professionnelle avec ses apprentissages en entreprise est un gage essentiel de notre prospérité et ne doit en aucun cas être sacrifié au profit de la standardisation internationale.

Commandez maintenant

Commandez dès maintenant le document de fond « école obligatoire et formation professionnelle » :
gs@svp.ch ou 031 300 58 58

Stop aux absurdités bureaucratiques

Le but de la révision de la loi sur le travail est qu'à l'avenir, les shops de station-service puissent aussi vendre durant la nuit, entre 01h00 et 05h00, leur assortiment habituel conçu pour les besoins des voyageurs. Il ne s'agit donc pas de modifier les horaires de travail de nuit et du dimanche, mais uniquement d'empêcher que le non sens administratif règne entre 01h00 et 05h00 du matin. Actuellement en effet, la situation saugrenue est que pendant ces quatre heures nocturnes, il n'est pas possible de proposer et de vendre l'ensemble des produits.

En droit actuel, les bars à café et les kiosques exploités par une station-service peuvent être ouverts la nuit et le dimanche sans autorisation administrative spécifique.

Or, les exploitants de stations-service situées sur des axes de circulation majeurs et sur les aires d'autoroute se voient interdire de proposer à la vente une partie de la marchandise durant la nuit, de sorte qu'ils doivent bloquer l'accès à une partie du magasin ou dissimuler les articles concernés. Autrement dit, on peut y faire le plein, boire un café, acheter



Alors que le shop est ouvert et que la plupart des produits sont en vente libre, sous cette bâche se trouvent les produits interdits, qui ne peuvent être vendus entre 01h00 et 05h00.

« On peut faire le plein, boire un café, acheter une saucisse grillée ; une saucisse crue par contre, un bouquet de fleurs ou un shampoing ne peuvent être vendus. »

Roland Eberle, conseiller aux Etats (TG)

une saucisse grillée ; une saucisse crue par contre, un bouquet de fleurs ou un shampoing ne peuvent être vendus.

À l'avenir, les établissements qui actuellement peuvent déjà tenir un café-bar, un kiosque et une station-service 24 heures sur 24 devraient aussi pouvoir vendre tout leur assortiment dans le shop durant l'entier des heu-

res d'ouverture. Cet assortiment devrait toujours être adapté aux besoins des voyageurs. Rien ne change sur ce point par rapport à aujourd'hui.

La nouvelle réglementation concernerait actuellement vingt-quatre shops, qui

sont aujourd'hui déjà autorisés à employer du personnel 24 heures sur 24. Il ne s'agit donc pas d'une libéralisation des heures d'ouverture, mais uniquement de supprimer la restriction applicable à l'assortiment.

La crainte que la levée de la restriction concernant l'assortiment entraîne une multiplication des shops est totale-

ment infondée. Premièrement, le marché se régulera de lui-même par le jeu de l'offre et de la demande. De fait, il existe en Suisse peu d'emplacements adaptés et rentables pour ce type de commerce. Deuxièmement, les cantons seront libres d'octroyer ou non l'autorisation pour des shops de stations-service ouverts 24 heures sur 24. Laissons simplement le libre-marché faire son œuvre et le citoyen libre de décider ce qu'il souhaite acheter et quand.

C'est pourquoi je dis avec conviction : OUI à la révision partielle de la loi sur le travail !



Roland Eberle, conseiller aux Etats, Weinfelden (TG)

Le camarade Zanolla n'instruit pas

L'état de nos institutions judiciaires et particulièrement celui des autorités de poursuite pénale est un sujet de préoccupation depuis des années. L'ancien président de l'UDC du canton de Zurich, Hansjörg Frei, avait déjà posé la question en 2007 dans son discours à l'Albisgüetli : « Qui nous protège de la protection par la justice ? » Par une décision au bas mot grotesque, le procureur zurichois Patrick Zanolla a ajouté encore un chapitre à ce sujet.

Concrètement, il s'agit d'un homme qui s'est adressé au président de la Commission de gestion du Conseil d'État zurichois, Claudio Zanetti (UDC). Sa demande était on ne peut plus claire : « *Le plus d'argent possible, le plus vite possible !* ». Après avoir été rendu attentif par M. Zanetti sur l'absence de toute base légale à cet effet, la conversation a vite pris un tournant inamical. M. Zanetti s'est alors vu contraint d'y mettre fin après quelques minutes.

Peu après, l'homme s'est manifesté à nouveau, par e-mail. Celui-ci s'ouvrait sur une tirade inédite : « *Zanetti, sale porc immonde, membre du parti misanthrope UDC ! Misérable trou du cul ! Lavette lobotomisée !* » Suit

une phrase exprimant le regret d'être même entré en contact avec la CdG, pour terminer en un crescendo fulminant : « *Les types de votre espèce méritent d'être fusillés puis jetés à la Limmat pour nourrir les poissons. Estimez-vous heureux que l'on renonce aujourd'hui à de telles mesures pour des raisons de protection des eaux. Avec l'expression de mon mépris maximal pour l'écume de l'humanité.* »

Eu égard à la problématique des querulents, que les directeurs cantonaux de la sécurité ont récemment promis en grande pompe de combattre avec fermeté, Claudio Zanetti a décidé, en accord avec la CdG, de déposer une plainte pénale.



Le procureur zurichois, Patrick Zanolla, candidat PS pour le cantonal et marié à une juge PS, ne prend pas au sérieux les menaces de poursuites pour diffamation d'un député UDC.

Le « *Service spécialisé de lutte contre la violence* » de la police cantonale a lui aussi recommandé une telle mesure. Cela permettrait d'agir contre cet homme bien connu, qui occupe à travers ses revendications fantaisistes près de 2000 (en toutes lettres : deux mille) services administratifs dans toute la Suisse.

On pourrait croire qu'au vu de tout cela, un procureur ferait ce pour quoi

il est employé et payé. Loin de là. Le procureur zurichois Patrick Zanolla, précédemment candidat sur liste PS et marié à une juge PS, n'a pas daigné lever le petit doigt pour un député UDC. Il a rendu une « *ordonnance de non-entrée en matière* ».

En clair : le procédurier n'est pas même interrogé, il ne se passe purement et simplement rien ! Après tout, selon Zanolla, M. Zanetti n'a pas été attaqué en tant qu'homme mais uniquement dans sa fonction politique. Donc ni menaces, ni diffamation, ni calomnie, ni insultes. En entretien avec la NZZ, qui a relaté l'affaire, Claudio Zanetti a posé la question de savoir si ce refus de travailler était motivé par un calcul politique ou s'il avait agi par simple fainéantise.

Claudio Zanetti a déjà demandé à l'Obergericht

(tribunal) de charger le ministère public d'exécuter une procédure, comme le requiert la protection des citoyens et citoyennes de ce pays, de même que celle de ses représentants. Reste à espérer que la justice agira et ne fera pas de politique, contrairement à l'administration et à l'autorité de poursuite pénale.

Jürg Trachsel, président du groupe UDC Zurich, Richterswil (ZH)



La session d'été 2013 a eu lieu du 3 au 21 juin 2013. Outre le débat relatif à la loi fédérale urgente visant à régler le conflit fiscal avec les USA, d'autres thèmes importants ont été traités, sans susciter autant d'intérêt médiatique.

Malheureusement, tous les résultats n'étaient pas encore disponibles à la clôture de ce numéro, raison pour laquelle nous ne pouvons présenter qu'un extrait provisoire.

Ce que l'UDC a obtenu !

Renforcement des contrôles aux frontières

Les contrôles aux frontières avec les États qui ne mettent pas en œuvre l'Accord de Dublin de manière satisfaisante seront renforcés. Il s'agit en premier lieu des frontières avec l'Italie, où les dispositions Dublin sont actuellement appliquées de manière hautement insatisfaisante. Le Conseil des États a renvoyé par 17 voix contre 6 une motion de la Commission des affaires politiques du Conseil national, qui s'appuie sur une proposition de l'UDC. Le National ayant déjà accepté la motion, elle passe à présent au Conseil fédéral, qui est chargé de mettre en œuvre cette revendication.

Pas de loi-cadre pour l'aide sociale

L'aide sociale ne doit pas être réglée au niveau fédéral. Une telle loi-cadre n'aurait d'une part apporté aucune valeur ajoutée, et recèle d'autre part un risque de restriction illicite de l'autonomie des cantons et d'harmonisation matérielle et d'augmentation des prestations d'aide sociale. Se rangeant de l'avis de l'UDC, le Conseil des États s'est prononcé contre une loi-cadre pour l'aide sociale, s'opposant ainsi au National, qui l'avait approuvée. Cette revendication est donc enterrée.

Mesures importantes contre la pédophilie



Le Conseil national a approuvé d'autres modifications de loi concernant la pédophilie, après s'être prononcé en faveur de l'initiative populaire « Pour que les pédophiles ne travaillent plus avec des enfants » durant la session de printemps. Le projet de loi prévoit notamment des interdictions de contact et de périmètre, ainsi qu'un extrait de casier judiciaire spécial pour les personnes travaillant avec les mineurs ou d'autres personnes ayant besoin de protection. Des revendications importantes des initiants sont ainsi déjà reprises au niveau de la loi.



Ce que nous devons aux partis de gauche :

Approbation de l'extension démesurée du trafic ferroviaire

Comme avant lui le Conseil des États, le Conseil national a accepté, durant la session d'été, l'extension massive du réseau ferroviaire. C'est avant tout l'automobiliste qui est prié de passer à la caisse pour ce projet démesuré : le maintien du détournement des fonds destinés à la route, l'abaissement extrême de la déduction pour pendulaires et l'augmentation prévue de l'impôt sur l'essence ne sont que les premières étapes. La hausse « provisoire » de la TVA s'ajoute également comme « charge bonus ». L'UDC refuse de participer à ces manœuvres sur le dos de la population et a clairement rejeté le projet, se retrouvant toutefois en position minoritaire. S'agissant de l'augmentation de la TVA, c'est le peuple qui aura le dernier mot.

Pas d'interdiction nationale de dissimuler son visage

Le Conseil des États a rejeté une motion de Hans Fehr (UDC/ZH) pour une interdiction nationale de porter une cagoule, par 27 voix contre 3. L'intervention, qui avait été acceptée par le National, est donc enterrée. Ce, alors que les débordements à Berne quelques jours avant les délibérations au Conseil national avaient démontré une fois de plus la nécessité d'un tel projet.

Pas de possibilité de référendum contre le siège au Conseil de sécurité de l'ONU

Par 107 voix contre 69, le Conseil national a rejeté une initiative parlementaire de Luzi Stamm (UDC/AG), qui exigeait la création des bases légales nécessaires pour qu'une candidature de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU soit décidée par le parlement et soumise au référendum facultatif. De ce fait, le Conseil fédéral pourra décider seul de cette question plus que délicate du point de vue de la neutralité, sans que le peuple n'ait son mot à dire.



Découvrez le nouveau shop online de l'UDC



Découvrez le shop online de l'UDC Suisse. Plus de vingt articles estampillés du logo SVP UDC vous attendent.

- Vous cherchez des articles professionnels ? L'UDC vous propose un magnifique porte-document pour vos séances ainsi que des cravates élégantes, des montres, des stylos, des pin's et même des stick USB.
- Vous organisez un événement UDC dans votre commune ? Visitez maintenant notre shop online, vous y trouverez tous les articles nécessaires pour que la fête soit belle !

Visitez maintenant notre shop online et passez directement commande en ligne !

**ICI VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC
FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT**

**Votre annonce pleine page lue par 10'000 lecteurs
romands pour Fr 1'000.-**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande. Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**. Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Grangier | Crédit images: UDC Suisse, Dietschi AG Druck&Medien, Services du Parlement 3003 Berne, DDPS 3003 Berne, Peter Schaub, Gregor Rutz, Anita Borer, Wikipedia.org.

Politique agricole 2014-2017: plus de bureaucratie et moins de viande!

Si la nouvelle politique agricole est appliquée, les paiements directs seront versés même pour des services que nous autres paysans fournissons gratuitement jusqu'ici. Par exemple, l'entretien de nos beaux paysages. En revanche, il y aura moins d'argent pour soutenir la production de denrées alimentaires que les paysans peuvent aujourd'hui vendre en dessous de leur prix de revient grâce, justement, aux paiements directs. Mais cela va changer: les denrées alimentaires seront plus chères et des services fournis gratuitement jusqu'ici vont coûter de l'argent.

Les agriculteurs qui continueront de travailler durement seront pénalisés. Qu'un paysan garde une ou trois vaches par hectare de pâturage, aucune importance: il reçoit 900 francs, mais, s'il garde moins d'animaux, il peut encaisser des contributions pour la qualité écologique et de la mise en réseau, si bien qu'il peut toucher jusqu'à 4100 francs. Il est évident qu'une telle politique n'accroît pas la compétitivité de l'agriculture, mais la place au contraire dans une dépendance encore plus forte de l'Etat.

La nouvelle politique agricole étouffe l'esprit d'entreprise.

Au lieu de produire ce que demande le marché, les paysans devront à l'avenir plutôt se concentrer sur ce qui est « beau ». Le degré d'auto-appvisionnement en fruits à cidre est de 120% en Suisse et les stocks actuels de poires à cidre représentent la consommation de trois à quatre années. Néanmoins, l'Etat encourage généreusement la plantation de poiriers à tige haute. Bien que la demande de viande, d'œufs et de lait provenant d'élevages respectant les besoins des animaux soit forte en Suisse, cette production va diminuer sensiblement. Il est en effet beaucoup plus lucratif de produire sur des prés écologiques du foin pour les chevaux de selle de quelques gens aisés que de produire de la viande pour la population moyenne.

La nouvelle politique agricole entretient une armée de ronds de cuir.

A l'avenir, chaque brin d'herbe sera comptabilisé. Il faudra même remplir des formulaires pour donner à manger aux vaches et un énorme appareil de contrôle sera mis en place pour veiller à ce que les vaches se nourrissent le plus possible d'herbe suisse. Elles le font

d'ailleurs déjà aujourd'hui. Une foule de ronds de cuir seront engagés à l'avenir pour confirmer cet état de fait. La situation est encore plus absurde en ce qui concerne les contributions à la qualité du paysage dont le principal effet est de produire des tonnes de formulaires. Les principaux bénéficiaires de cette réforme, ce sont les bureaux écologiques qui défendent évidemment mordicus la nouvelle politique agricole en attendant de pouvoir encaisser leur dû auprès des agriculteurs. Cette politique agricole ne trompe pas seulement le peuple, mais aussi les paysans.



La qualité actuelle de l'agriculture suisse serait compromise par la politique agricole 2014-2017.

Merci de signer le référendum dès à présent.

Il est grand temps de définir précisément le versement des paiements directs à l'agriculture. Les citoyennes et les citoyens pourront faire un pas dans cette direction en allant voter. Voulons-nous faire de la Suisse une coulisse pour des productions cinématographiques à la Bollywood? Ou ces fonds doivent-ils servir à permettre aux paysans d'assumer leur mandat constitutionnel, à savoir une production durable de denrées alimentaires saines pour toute la population du pays?

Martin Haab, député au Grand Conseil Mettmenstetten (ZH)

Aidez-nous en signant dès aujourd'hui le référendum : «Non à la politique agricole 2014-2017 »

Site uniquement
en allemand !



**WWW. agrarpolitik2014-
nein.ch**

NOM: **XV**

ÉQUIPEMENT: **XL**

PRIX: **XS**

Pourquoi la **Subaru XV 4x4** fait-elle fureur?

Parce qu'aucun autre Crossover ne propose autant d'équipements pour aussi peu d'argent. Et qu'est-ce que les Suisses apprécient le plus chez cette voiture?

- Son intérieur spacieux.
- Sa polyvalence.
- Sa garde au sol.
- Son moteur Boxer.
- Ses versions avec boîte automatique Lineartronic.
- Ses versions diesel d'une sobriété remarquable.



EN CE MOMENT: OFFRE DE REPRISE EXCEPTIONNELLE.

Modèle présenté: Subaru XV 1.6i AWD Swiss one, man., 5 portes, 114 ch, Fr. 25'900.–.
Catégorie de rendement énergétique D, CO₂ 151 g/km, consommation mixte 6,5 l/100 km. Moyenne de toutes les voitures neuves vendues en Suisse (toutes les marques): 153 g/km.

www.subaru.ch SUBARU Suisse SA, 5745 Safenwil, tél. 062 788 89 00. Concessionnaires Subaru: env. 200.
www.multilease.ch. Prix nets conseillés sans engagement, TVA de 8% comprise. Les prix sont susceptibles d'être modifiés à tout moment.



SUBARU

Confidence in Motion

SUBARU. SWITZERLAND'S 4x4